A la demande de célébrer le service religieux dans St-Pierre ou Sainte-Marie-Majeure, le Souverain-Pontife répondit par un refus catégorique ; on choisit alors le Panthéon d'Agrippa. Le Souverain-Pontife exigea aussi que dans les oraisons on s'abstint de chanter *Pro rege nostro*, pour notre roi ; il ne toléra que *Pro rege*, pour le roi. On comprend l'importance de cette modification. Le gouvernement demanda au vicariat d'envoyer des moines au convoi, le vicariat répondit avec beaucoup de justesse : " Vous les avez supprimés. "

La Révolution tenait à faire croire que le roi n'avait fait aucune rétraction au moment de sa mort. Pie IX ordonna au cardinal secrétaire de faire connaître la vérité aux puissances.

Dans cet acte, qui porte la date du 28 janvier, il est dit que le Saint-Père ne limitant pas sa bonté à l'envoi de son sacriste auprès du roi, avait ordonné qu'à quelque heure que le malade requit les secours de la religion, ils lui fussent administrés, pourvu que le prêtre qui aurait entendu sa confession en eût obtenu un acte de réparation pour le mal qu'il avait commis. Comme le moribond n'était plus en état de signer, le confesseur assura qu'il avait été chargé par le roi de manifester à Sa Sainteté le repentir du mal qu'il avait fait et de solliciter son pardon, qu'il délivrerait par écrit et avec serment une déclaration de cet acte de rétractation à l'Em. cardinal vicaire. La déclaration voulue fut en effet remise au vénérable cardinal le lendemain de la mort du roi, et c'est en raison de cette déclaration qu'il fut concédé que le défunt recevrait la sépulture ecclésiastique : du reste, le gouvernement du prétendu royaume d'Italie ne fut point admis à traiter des mesures à prendre pour cette sépulture. Le confesseur du défunt fut chargé de tout. Enfin, tous les efforts possibles furent tentés pour obtenir que les pompes funèbres fussent celles d'un roi catholique, mort dans son propre royaume, mais l'on n'accorda que ce qui pouvait être demandé pour un pécheur quelconque mort pénitent et l'on refusa tout le reste. Ainsi le défunt ne put être accompagné à sa sépulture que par le curé de sa paroisse ; pas un prélat, pas un membre des Ordres religieux ne fut autorisé à prendre part au convoi.